

ambassadeurs Nitze et Kvitsinsky discutèrent d'une formule visant à limiter le nombre des bombardiers à rayon d'action intermédiaire (le *F-111* américain et les *Backfire*, *Badger* et *Blinder* soviétiques) et celui des lanceurs à portée intermédiaire (en Europe, 75 SS-20, 75 GLCM et aucun Pershing II). Les pourparlers ont finalement échoué en 1983 lorsque la délégation soviétique, comme elle avait menacé de le faire, a rompu le dialogue pour protester contre le déploiement des premiers GLCM et Pershing II.

Les propositions soviétiques

Dans leur position de départ annoncée le 30 septembre 1985, les Soviétiques en sont revenus à leur définition privilégiée de ce que sont les armes "stratégiques". À la catégorie des systèmes "stratégiques" américains, ils assignaient tous les vecteurs embarqués, sous-marins et terrestres (sol-sol) déployés en Europe ou à proximité de celle-ci et susceptibles de frapper des cibles en Union soviétique. En revanche, le SS-20 et les autres avions soviétiques à rayon d'action moyen étaient exclus sous prétexte qu'ils ne peuvent pas normalement atteindre le territoire continental des États-Unis. Les Soviétiques ont alors proposé une réduction de 50 p. 100 qui aurait visé l'ensemble de ces systèmes. Dans le droit fil de cette logique, les États-Unis étaient acculés à choisir entre leurs forces "stratégiques" et leurs systèmes d'armes nucléaires basés en Europe au bénéfice de l'OTAN. Les États-Unis ont rejeté cette formule, comme ils l'avaient fait à l'époque des entretiens du SALT I.

Toutefois, au début de novembre, c'est-à-dire avant le sommet de Genève entre MM. Reagan et Gorbatchev, les Soviétiques ont fait savoir qu'ils envisageraient de renoncer à leur définition préférée du mot "stratégique" et d'en arriver à un accord sur les INF indépendamment des discussions sur les armes stratégiques. Qui plus est, les Soviétiques ont donné à entendre qu'un accord sur les INF ne serait *pas* lié à une entente sur la limitation des travaux de recherche entrepris dans le cadre de l'IDS. Cette impression fut par la suite confirmée lors d'une conversation entre M. Gorbatchev et le sénateur Edward Kennedy. Parallèlement, M. Gorbatchev a profité d'un séjour à Paris pour inviter les gouvernements français et britannique à dialoguer "en direct" avec l'URSS concernant les forces des trois pays en Europe, laissant supposer par là que les arsenaux français et britanniques ne seraient pas nécessairement visés, eux non plus, par la réduction des forces soviétiques et américaines.

Dans son discours du 15 janvier 1986, M. Gorbatchev a établi les grandes lignes de la position soviétique sur les INF. Confirmant le découplage entre un éventuel accord sur les INF et la réduction des armes stratégiques, M. Gorbatchev a de nouveau déclaré qu'un accord sur les INF ne devait pas obligatoirement couvrir les forces nucléaires britanniques et françaises. Toutefois, la proposition comportait certaines conditions. En premier lieu, les États-Unis devaient s'engager à ne transférer aucun système d'arme INF à la Grande-Bretagne et à la France. Par la suite, des porte-parole soviétiques ont

Forces nucléaires intermédiaires : positions depuis 1980

- | | |
|-----------------------------------|---|
| Novembre 1981 | Reagan propose l'option "zéro" : les GLCM et Pershing II ne seront pas déployés si l'URSS démantèle ses SS-20. |
| Juillet 1982 | "Promenade dans les bois" : on propose une limite de 225 pour les systèmes à portée intermédiaire et une sous-limite de 75 pour les SS-20, GLCM et Pershing II basés en Europe. |
| Septembre 1985 | Ensemble de propositions soviétiques visant toutes les INF américaines, mais non les SS-20 ni les avions soviétiques à rayon d'action intermédiaire. |
| Novembre 1985 | L'URSS donne à entendre que les INF peuvent faire l'objet de négociations distinctes, sans qu'il y ait lien obligatoire avec l'IDS. |
| Janvier 1986 | M. Gorbatchev confirme que les INF peuvent faire l'objet de négociations distinctes et que celles-ci ne doivent pas nécessairement couvrir les forces britanniques et françaises; la Grande-Bretagne et la France doivent toutefois s'engager à ne pas accroître leurs forces. |
| Février 1986 | Les É.-U. cherchent à inclure dans les négociations les SS-20 basés en Asie; ils prônent des limites "globales" à l'égard des INF et proposent plusieurs options, dont des plafonds bas pour les euro-missiles. |
| Reykjavik
Octobre 1986 | On s'attendait à un accord qui aurait permis à chaque camp de conserver 200 ogives INF (dont 100 de part et d'autre en Europe), mais les discussions ont porté sur la liquidation complète des INF en Europe, chaque partie pouvant conserver 100 ogives sur son territoire national. |
| Après Reykjavik | Les Soviétiques ne sont plus disposés à conclure sur les INF un accord ne prenant pas en compte l'IDS ni les réductions de forces stratégiques. |
| Février 1987 | Les Soviétiques proposent de nouveau pour les INF en Europe une option zéro qui autoriserait chaque camp à conserver 100 ogives sur son territoire national. |